



Journal Officiel de la République Tunisienne

traduction française

Mardi 26 - Vendredi 29 novembre 1985

128^e année

N° 84

Sommaire

lois

Loi n° 85-91 du 22 novembre 1985, réglementant la fabrication et l'enregistrement des médicaments destinés à la médecine humaine	1574
Loi n° 85-92 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-8 du 14 septembre 1985, relatif à l'économie d'énergie	1576
Loi n° 85-93 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-9 du 14 septembre 1985, instituant des dispositions spéciales concernant la recherche et la production des hydrocarbures liquides et gazeux	1576
Loi n° 85-94 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-10 du 27 septembre 1985, modifiant et complétant la loi n° 81-56 du 23 juin 1981, portant encouragement aux investissements dans les industries manufacturières et à la décentralisation industrielle	1576
Loi n° 85-95 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-11 du 27 septembre 1985, portant réglementation de l'exercice du commerce d'importation	1577
Loi n° 85-96 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-14 du 11 octobre 1985, portant encouragement aux investissements dans les industries exportatrices	1577
Loi n° 85-97 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-16 du 11 octobre 1985, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital de la compagnie des phosphates de Gafsa	1577

décrets, arrêtés

Ministère des affaires étrangères

Nomination d'un ministre plénipotentiaire	1577
---	------

Ministère de l'intérieur

Arrêté du ministre de la justice et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur du 27 septembre 1985, relatif à la standardisation des documents de l'état civil	1577
---	------

Ministère de la défense nationale

Décret n° 85-1484 du 7 novembre 1985, modifiant le décret n° 79-735 du 22 août 1979 portant organisation du ministère de la défense nationale 1602

Ministère des finances

Création de recettes des finances 1602

Ministère des affaires culturelles

Arrêté du ministre des affaires culturelles du 13 novembre 1985, mettant fin à une délégation de signature 1602

Nomination de membres représentant l'Etat au conseil d'administration de la SATPEC 1602

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 14 novembre 1985, instituant une commission des congés de maladie ordinaire 1603

Ministère de l'agriculture

Décret n° 85-1485 du 14 novembre 1985, portant création et transformation d'emplois au commissariat général à la pêche au ministère de l'agriculture 1604

Arrêté du ministre de l'agriculture du 13 novembre 1985, portant institution d'une commission des congés de maladie ordinaire 1605

Ministère des transports

Décret n° 85-1351 du 24 octobre 1985 (rectificatif) 1606

Ministère de la santé publique

Nomination d'un chef de service hospitalo-universitaire 1606

avis et communications

Ministère des finances

Emprunt tunisien 3 % 1892 1606

lois

Loi n° 85-91 du 22 novembre 1985, réglementant la fabrication et l'enregistrement des médicaments destinés à la médecine humaine (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Chapitre premier

De la fabrication des médicaments

Article premier. — L'exploitation d'un établissement de fabrication de médicaments destinés à la médecine humaine, tels que

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 12 novembre 1985.

définis par la loi n° 73-55 du 3 août 1973, organisant les professions pharmaceutiques, est soumise à l'octroi préalable d'une licence d'exploitation.

Cette licence est attribuée par arrêté du ministre de la santé publique, après avis d'une commission d'agrément dont la composition et le fonctionnement sont fixés par arrêté du ministre de la santé publique.

Elle peut être retirée, dans les mêmes formes, en cas d'infraction aux dispositions de la présente loi ou des textes pris pour son application, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 19 de la présente loi.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, la pharmacie centrale de Tunisie et l'institut Pasteur de Tunis demeurent habilités à assurer leurs activités de fabrication conformément à leurs statuts respectifs, sans être soumis à l'octroi préalable d'une licence d'exploitation.

Ils demeurent toutefois soumis aux autres obligations prévues par la présente loi.

Art. 3.— Les établissements de fabrication de médicaments doivent fonctionner dans les conditions offrant toutes garanties pour la santé publique. Les règles de bonne pratique de fabrication des médicaments, le contrôle de leur qualité, leur conditionnement, leur étiquetage, leur dénomination, ainsi que la publicité y afférente sont fixés par décret.

En outre, un arrêté du ministre de la santé publique détermine la qualification minimale du pharmacien responsable de la fabrication, ses attributions, ainsi que les normes en personnels placés sous ses ordres.

Art. 4. — Les conditions d'attribution de la licence d'exploitation d'un établissement de fabrication de médicaments à usage humain sont déterminées par arrêté du ministre de la santé publique.

Chapitre II

De l'autorisation de mise sur le marché de médicaments

Art. 5. — Aucune spécialité pharmaceutique ne peut être débitée à titre gratuit ou onéreux sans qu'une autorisation de mise sur le marché n'ait été préalablement délivrée par le ministre de la santé publique après avis du comité technique des spécialités pharmaceutiques.

La composition et les conditions de fonctionnement de ce comité sont déterminées par arrêté du ministre de la santé publique.

Art. 6. — Les modalités de demande d'autorisation de mise sur le marché, de son renouvellement ou cession sont déterminées par arrêtés du ministre de la santé publique. Toute demande d'autorisation de mise sur le marché, de son renouvellement ou cession doit être accompagnés de la justification du versement d'un droit fixe dont le taux et les modalités de recouvrement seront déterminées par arrêté conjoint des ministres des finances et de la santé publique.

Art. 7. — Le comité technique prévu à l'article 5 de la présente loi propose au ministre de la santé publique, selon les cas, d'accepter un médicament, de le rejeter ou de faire procéder à son expertise.

L'expérimentation médicale ou scientifique dont les modalités sont fixées par décret se fait dans le respect des principes de la convention internationale des droits de l'homme et des règles de déontologie médicale.

Art. 8. — L'autorisation de mise sur le marché d'un médicament est délivrée pour une période de 5 ans, elle est renouvelable par périodes quinquennales.

Art. 9. — L'autorisation de mise sur le marché d'un médicament n'exclut pas la responsabilité de droit commun du fabricant, titulaire de l'autorisation de mise sur le marché.

Art. 10. — Les membres du comité technique des spécialités pharmaceutiques ne doivent avoir aucun intérêt matériel dans la commercialisation des médicaments sur lesquels ils sont appelés à donner leurs avis.

Ils sont tenus au secret professionnel en ce qui concerne les médicaments expertisés et les délibérations du comité.

Art. 11. — Le retrait de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament peut être décidé par le ministre de la santé publique après avis du comité technique prévu à l'article 5 de la présente loi, lorsqu'il est établi notamment que :

a) le médicament n'a pas ou n'a plus la composition qualitative ou quantitative déclarée, sans préjudice de l'application des dispositions pénales prévues par la législation relative à la répression des fraudes ;

b) l'effet thérapeutique escompté n'est pas obtenu ;

c) les contrôles sur les matières premières, produits en cours de fabrication ou produits finis ne sont pas normalement effectués ;

d) le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché n'a pas

procédé à la commercialisation du médicament dans un délai d'un an à partir de l'obtention de cette autorisation.

Au cas où le médicament se révèle, à l'usage, dangereux pour la santé, le ministre de la santé publique peut décider d'urgence de son retrait d'office du marché et de sa destruction.

Le retrait et la destruction d'un médicament ne donnent pas lieu à réparation de quelque nature que ce soit. La décision de retrait peut faire l'objet de toutes mesures de publicité jugées nécessaires par le ministre de la santé publique.

Art. 12. — En cas de retrait de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament, le fabricant ou l'importateur sont tenus de retirer immédiatement du marché le médicament ou le lot de médicament incriminé.

Art. 13. — La décision de retrait de l'autorisation de mise sur le marché prévue à l'article 11 de la présente loi est notifiée à l'intéressé avec les motifs qui la justifient, elle est exécutoire immédiatement ; l'intéressé peut faire appel en adressant au ministre de la santé publique un mémoire contenant les arguments qu'il fait valoir contre cette décision.

Ce recours fera l'objet d'une décision après nouvelle étude par le comité technique des spécialités pharmaceutiques, et si nécessaire après que l'intéressé ait été entendu ou ait été dûment convoqué à cet effet dans un délai n'excédant pas 3 mois à partir de la notification de la décision de retrait.

Art. 14. — L'autorisation de mise sur le marché peut également être suspendue sur la demande du laboratoire fabricant.

Art. 15. — Le ministre de la santé publique peut après consultation du comité technique, autoriser à titre exceptionnel l'introduction de médicaments revêtant un caractère urgent ou jugés comme présentant un intérêt majeur pour la santé publique, en attendant l'examen du dossier par le comité technique pour l'agrément des spécialités pharmaceutiques et sans préjudice de la décision concernant la demande d'autorisation de mise sur le marché.

Art. 16. — Les détenteurs de l'autorisation de mise sur le marché, fabricants ou importateurs, sont tenus de transmettre immédiatement au ministère de la santé publique tout élément nouveau constituant une modification ou un complément d'information aux éléments du dossier de l'autorisation de mise sur le marché prévu à l'article 6 de la présente loi.

Les détenteurs de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament autorisé sont tenus de communiquer sans délai, au ministère de la santé publique, toute interdiction ou restriction qui viendrait à être décidée par les autorités responsables des pays où le médicament intéressé est commercialisé.

Chapitre III

Dispositions transitoires

Art. 17. — Les médicaments commercialisés à la date de la publication de la présente loi continuent à être délivrés au public jusqu'à ce qu'une décision soit prise à leur sujet conformément à l'article 5 de la présente loi.

Ils doivent faire l'objet d'une demande de maintien dans un délai n'excédant pas deux années à partir de la date de la publication de la présente loi.

Art. 18. — Les établissements autorisés à fabriquer des médicaments antérieurement à la présente loi sont tenus de s'y conformer dans un délai n'excédant pas une année à partir de la date de sa publication.

Chapitre IV

Dispositions diverses

Art. 19. — Sans préjudice des sanctions administratives et disciplinaires prévues par les articles 3, 9 et 65 de la loi n° 73-55 du

3 août 1973, organisant les professions pharmaceutiques, toute infraction aux dispositions de la présente loi et aux textes pris pour son application, est punie d'une amende de 2.000 dinars à 10.000 dinars et d'un emprisonnement de 6 mois à deux années ou de l'une de ces deux peines seulement.

La juridiction saisie pourra, dans tous les cas, ordonner l'affichage du jugement portant condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi ou des mesures prises pour son exécution dans les lieux qu'elle désignera, ou son insertion intégrale ou par extraits dans un ou plusieurs journaux, le tout aux frais du condamné.

L'application des peines prévues pour la répression des infractions visées au présent article ne fait pas obstacle à l'application des peines réprimant d'autres infractions au cas de soumission d'autres crimes ou délits connexes.

Art. 20. — Il est institué auprès du ministère de la santé publique une commission chargée de déterminer les taux de remboursement des médicaments par les organismes de prévoyance et de sécurité sociale.

La composition et le fonctionnement de cette commission sont fixés par décret.

Art. 21. — Toutes dispositions antérieures à la présente loi sont abrogées.

Sont toutefois expressément maintenues en vigueur la loi n° 69-54 du 26 juillet 1969, portant réglementation des substances vénéneuses et la loi n° 73-55 du 3 août 1973 régissant les professions pharmaceutiques et les textes pris pour leur application.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne
HABIB BOURGUIBA

Loi n° 85-92 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-8 du 14 septembre 1985, relatif à l'économie d'énergie (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret-loi n° 85-8 du 14 septembre 1985, relatif à l'économie d'énergie.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne
HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 12 novembre 1985.

Loi n° 85-93 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-9 du 14 septembre 1985, instituant des dispositions spéciales concernant la recherche et la production des hydrocarbures liquides et gazeux (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret-loi n° 85-9 du 14 septembre 1985, instituant des dispositions spéciales concernant la recherche et la production des hydrocarbures liquides et gazeux.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne
HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 12 novembre 1985.

Loi n° 85-94 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-10 du 27 septembre 1985, modifiant et complétant la loi n° 81-56 du 23 juin 1981, portant encouragement aux investissements dans les industries manufacturières et à la décentralisation industrielle (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret-loi n° 85-10 du 27 septembre 1985, modifiant et complétant la loi n° 81-56 du 23 juin 1981, portant encouragement aux investissements dans les industries manufacturières et à la décentralisation industrielle.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne
HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :
Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 19 novembre 1985.

Loi n° 85-95 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-11 du 27 septembre 1985, portant réglementation de l'exercice du commerce d'importation (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret-loi n° 85-11 du 27 septembre 1985, portant réglementation de l'exercice du commerce d'importation.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne

HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 12 novembre 1985.

Loi n° 85-96 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-14 du 11 octobre 1985, portant encouragement aux investissements dans les industries exportatrices (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 19 novembre 1985.

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret-loi n° 85-14 du 11 octobre 1985, portant encouragement aux investissements dans les industries exportatrices.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne

HABIB BOURGUIBA

Loi n° 85-97 du 22 novembre 1985, ratifiant le décret-loi n° 85-16 du 11 octobre 1985, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital de la compagnie des phosphates de Gafsa (1).

Au nom du peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne,

La Chambre des députés ayant adopté,

Promulguons la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est ratifié le décret-loi n° 85-16 du 11 octobre 1985, autorisant l'Etat à souscrire à l'augmentation du capital de la compagnie des phosphates de Gafsa.

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait au palais de Carthage, le 22 novembre 1985

Le Président de la République tunisienne

HABIB BOURGUIBA

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la Chambre des députés dans sa séance du 19 novembre 1985.

décrets, arrêtés

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOMINATION

La présente nomination annule et remplace celle parue au *JORT* n° 82 du 19 novembre 1985.

Par décret n° 85-1423 du 14 novembre 1985 :

Monsieur Mohamed Bachrouch, conseiller des affaires étrangères est nommé ministre plénipotentiaire au ministère des affaires étrangères.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

STANDARDISATION

Arrêté du ministre de la justice et du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur du 27 septembre 1985, relatif à la standardisation des documents de l'état civil.

Le ministre de la justice et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur ;

Vu la loi n° 57-13 du 1^{er} août 1957, relative à l'organisation de l'état civil ;

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi organique des communes.

Arrêtent :

Article premier. — Sont standardisés les documents de l'état civil délivrés par les officiers de l'état civil ainsi que les registres gardés par eux et ce suivant les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Les officiers de l'état civil ne doivent utiliser que les documents établis conformément aux modèles visés à l'article précédent et ce à partir du 1^{er} janvier 1986.

Tunis, le 27 septembre 1985

Le ministre de la justice

RIDHA BEN ALI

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur

AMEUR GHEDIRA

VU

Le Premier ministre,

ministre de l'intérieur

MOHAMED MZALI

تنبیه

- كل تدليس أو تغيير في رسوم الحالة المدنية يترتب عنه غرم الضرر علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالمجلة الجنائية = الفصل 20 من قانون الحالة المدنية .
- تكتب الرسوم بالخبر الثابت الذي لا يندثر = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يتم شكل الاسماء والالفاظ = المنشورة المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تحرر التواريخ وجوبا بلسان القلم بالحروف دون الارقام = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تفادي التشطيب وعند الضرورة تجب المصادقة على كل شطب بالطرة .
- يحجر الفسخ بصلب الرسم مطلقا = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يختتم ضابط الحالة المدنية الرسم ويحجر الامضاء بالطابع = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- متى تحلى الرسم بجميع الامضاءات القانونية فان الغاءه أو اصلاحه لا يكون الا بمقتضى حكم = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- لا يتم ترسيم الولادة الا في الاجل القانوني = (الفصل 22 من قانون الحالة المدنية) أو بأذن من المحكمة بعد الاجل .
- لا يتم ترسيم الوفاة الا في الاجل القانوني = (الفصل 43 من قانون الحالة المدنية) أو بأذن من المحكمة بعد الاجل .
- الحرص على توجيه اعلام بالتنصيص بالزواج (1) أو بالطلاق (2) أو باللقب العائلي (3) أو بالوفاة (4) الى البلدية أو المعتمدية التي تمت فيها ولادة المعني بالامر :

(1) الفصل 34 من قانون الحالة المدنية .

(2) الفصل 41 من قانون الحالة المدنية .

(3) الفصل 12 من القانون عدد 53 لسنة 1959 المؤرخ في 26 ماي 1959 المتعلق باللقب العائلي والمنشور عدد 66 المؤرخ في 24 سبتمبر 1965 .

(4) الفصل 47 من قانون الحالة المدنية .

ولاية :
معتدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

رسم ولادة

سنة
عدد الرسم
تصريح
حكم

.....	الإسم اللقب	...............
.....	تاريخ الولادة مع بيان اليوم والشهر والسنة (بلسان القلم)	..... ..... .....
.....	مكان الولادة	...............
.....	جنس المولود (ذكر أو أنثى)	..... ..... .....
.....	إسم الأب ولقبه تاريخ ولادته ومكانها وجرته ومقره وجنسيته	...............
.....	إسم الأم ولقبها تاريخ ولادتها ومكانها وجرتها ومقرها وجنسيته	...............
.....	تاريخ الإعلام مع بيان اليوم والساعة	...............
.....	إسم من قام بالإعلام ولقبه عمره ومقره وجرته جنسيته وإمضاؤه بعد تلاوة الرسم عليه أو المحكمة	...............
.....	إسم ضابط الحالة المدنية ولقبه وصفته	...............
.....	إمضاؤه	...............

ما يطرأ على الرسم من تغييرات

A large rectangular area containing numerous horizontal dotted lines, intended for handwritten notes or amendments.



مضمون
من دفاتر الحالة المدنية
الولادات

ولاية :
معمدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

سنة
عدد الرسم
تصريح
حكم

الإسم اللقب	
تاريخ الولادة اليوم - الشهر والسنة (بلسان القلم)	
مكان الولادة	
جنس المولود (ذكر أو أنثى)	
إسم الأب ولقبه وحرفته وجنسيته	
إسم الأم ولقبها وحرفتها وجنسيته	
تاريخ الإعلام السنة - الشهر واليوم والساعة	
إسم من قام بالإعلام ولقبه وحرفته أو المحكمة	
إسم ضابط الحالة المدنية وصفته	

الملاحظات

في سنة
ضابط الحالة المدنية

العدد الرتبي :

تنبيه : كل من يقوم بالتدليس أو إدخال تغيير في وثائق الحالة المدنية يكون عرضة
للتبعات المدنية عملا بأحكام قوانين الحالة المدنية والمجلة الجنائية .

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTRE DE L'INTERIEUR



EXTRAIT DES REGISTRES

DE L'ETAT CIVIL

NAISSANCE

(VERSION FRANÇAISE)

Gouvernorat :

Délégation :

Commune :

Arrondis. Com. :

Secteur :

Année :

Acte n° :

— Déclaration :

— ou jugement

NOM PRENOMS	..........
Date de naissance jour, mois et année (en toutes lettres)	..... .....
Lieu de naissance	..........
Sexe	.....
Nom, prénom profession et nationalité du père	..........
Nom, prénom profession et nationalité de la mère	..........
Date de la déclaration (jour, mois, année, heure)	..... .....
Nom, prénoms et profession du déclarant ou le Tribunal	..........
Nom, prénoms et qualité de l'officier de l'état civil	.....

OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....

Pour version française certifiée conforme à l'original

....., le

L'officier de l'état civil,

Nota : Tout faux, toute altération dans les actes de l'état civil donnent lieu aux poursuites judiciaires conformément aux lois réglementant l'état civil et au code pénal.

تنبيه

- كل تدليس أو تغيير في رسوم الحالة المدنية يترتب عنه غرم الضرر علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالمجلة الجنائية = الفصل 20 من قانون الحالة المدنية .
- تكتب الرسوم بالخبر الثابت الذي لا يندثر = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يتم شكل الاسماء والالقباب = المنشورة المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تحرر التواريخ وجوبا بلسان القلم بالحروف دون الارقام = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تفادي التشطيب وعند الضرورة تجب المصادقة على كل شطب بالطرة .
- يحجر الفسخ بصلب الرسم مطلقا = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يختتم ضابط الحالة المدنية الرسم ويحجر الامضاء بالطابع = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- متى تحلى الرسم بجميع الامضاءات القانونية فأن الغاءه أو اصلاحه لا يكون الا بمقتضى حكم = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- لا يتم ترسيم الولادة الا في الاجل القانوني = (الفصل 22 من قانون الحالة المدنية) أو باذن من المحكمة بعد الاجل .
- لا يتم ترسيم الوفاة الا في الاجل القانوني = (الفصل 43 من قانون الحالة المدنية) أو باذن من المحكمة بعد الاجل .
- الحرص على توجيه اعلام بالتنصيص بالزواج (1) أو بالطلاق (2) أو باللقب العائلي (3) أو بالوفاة (4) الى البلدية أو المتمدية التي تمت فيها ولادة المعني بالامر :

(1) الفصل 34 من قانون الحالة المدنية .

(2) الفصل 41 من قانون الحالة المدنية .

(3) الفصل 12 من القانون عدد 53 لسنة 1959 المؤرخ في 26 ماي 1959 المتعلق باللقب العائلي والمنشور عدد 66 المؤرخ في 24 سبتمبر 1965 .

(4) الفصل 47 من قانون الحالة المدنية .

سنة
عدد الرسم

رسم زواج بين

ولاية :

معتمدية :

بلدية :

الدائرة البلدية :

عمادة :

الزوج :

الزوجة :

نحن ضابط الحالة المدنية ب
سنة وفي يوم
من شهر على الساعة
الصفة
نشهد بأنه حضر لدينا ⁽¹⁾ علانية :
نشهد باننا اطلعنا على الحكم الصادر ⁽²⁾ عن المحكمة عدد في
القاضي باثبات الروابط الزوجية
اولا : الزوج الاسم واللقب
جنسيته
تاريخ الولادة
مكانها عدد رسم الولادة السنة
المهنة
مقر الاقامة
والدا الزوج
اسم الاب ولقبه جنسيته مهنته
اسم الام ولقبها جنسيتها مهنتها
وقد كان متزوجا بالسيدة ⁽³⁾
المتوفاة في (اليوم والشهر والسنة) عدد رسم الوفاة
او هو مفارق بمقتضى حكم طلاق صادر بتاريخ ⁽⁴⁾ محكمة
ثانيا : الزوجة الاسم واللقب
جنسيتها
تاريخ الولادة
مكانها عدد رسم الولادة السنة
المهنة
مقر الاقامة
وهي مفارقة بمقتضى حكم طلاق صادر بتاريخ من محكمة
كانت متزوجة بالسيد المتوفى في (اليوم والشهر والسنة) عدد رسم الوفاة
والدا الزوجة
اسم الاب ولقبه جنسيته مهنته
اسم الام ولقبها جنسيتها مهنتها

ويعد اطلاقنا على (الاذن او الحكم) الصادر عن (1)
وذكر السيد
والسيدة
انها يرومان الزواج وقبل كل منهما ذلك وبعد التحقق من موافقة ولي الزوج (2) والزوجة (3) لقصوره (4) أو لقصورها (5) وبعد الاطلاع على الرخصة الصادرة (6)
من حسبما يقتضيه القانون، وحيث حضر الشاهدان الراشدان
السيد
والسيد
اللذان هما من الثقة وصرحا بان طالبي الزواج في حل من الروابط الزوجية السالفة .
صرحنا بان طالبي الزواج مرتبطان بعري الزوجية وبذل الراغب في الزواج الى زوجته مهراً مبلغه
اعترفت بقبضه حسب ذكرها (وعند عدم تسلم المهر ذكر ذلك)
الشروط الأخرى إن وجدت
امضى على ذلك الزوجان والشاهدان اسفله
امضاء الشاهد الأول وعدد بطاقة تعريفه وتاريخها
امضاء الشاهد الثاني وعدد بطاقة تعريفه وتاريخها

امضاء وكيل الزوج او الزوجة عند الاقتضاء

امضاء الولي : (عند الاقتضاء)

امضاء الزوج :

امضاء ضابط الحالة المدنية

امضاء الزوجة :

- (1) ذكر اسم ولقب الوكيل عند الاقتضاء
- (2) التشطيب عندما لا يتعلق الموضوع بتسجيل حكم في ثبوت الزواج
- (3) التشطيب على الكلمات الزائدة
- (4) ذكر الحاكم الذي أذن بالزواج بالنسبة للمتزوجين دون السن القانونية 17 سنة للزوجة و20 سنة للزوج
- (5) ذكر البيئة بالنسبة لزوج الاجانب او الترخيص بالنسبة لمن اشترط القانون موافقة رؤسائهم لايرام الزواج.

تنبيه

- كل تدليس أو تغيير في رسوم الحالة المدنية يترتب عنه غرم الضرر علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالمجلة الجنائية = الفصل 20 من قانون الحالة المدنية .
- تكتب الرسوم بالحبر الثابت الذي لا يندثر = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يتم شكل الاسماء والالقب = المنشورة المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تحرر التواريخ وجوبا بلسان القلم بالحروف دون الارقام = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- نقادي التشطيب وعند الضرورة تجب المصادقة على كل شطب بالطرة .
- يحجر الفسخ بصلب الرسم مطلقا = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يختم ضابط الحالة المدنية الرسم ويحجر الامضاء بالطابع = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- متى تحلى الرسم بجميع الامضاءات القانونية فإن الغاءه أو اصلاحه لا يكون الا بمقتضى حكم = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- لا يتم ترسيم الولادة الا في الاجل القانوني = (الفصل 22 من قانون الحالة المدنية) أو باذن من المحكمة بعد الاجل .
- لا يتم ترسيم الوفاة الا في الاجل القانوني = (الفصل 43 من قانون الحالة المدنية) أو باذن من المحكمة بعد الاجل .
- الحرص على توجيه اعلام بالتنصيص بالزواج (1) أو بالطلاق (2) أو باللقب العائلي (3) أو بالوفاة (4) الى البلدية أو العتمدية التي تمت فيها ولادة المعني بالامر :

(1) الفصل 34 من قانون الحالة المدنية .

(2) الفصل 41 من قانون الحالة المدنية .

(3) الفصل 12 من القانون عدد 53 لسنة 1959 المؤرخ في 26 ماي 1959 المتعلق باللقب العائلي والمنشور عدد 66 المؤرخ في 24 سبتمبر 1965 .

(4) الفصل 47 من قانون الحالة المدنية .

اعلام باتمام الزواج لدى العدول

سنة
عدد

ولاية :

معتمدية :

بلدية :

الدائرة البلدية :

عمادة :

يعلم العدلان ، السيد

عنوانه

والسيد

عنوانه

ضابط الحالة المدنية بـ

بأن الزوج : الاسم

اللقب

تاريخ الولادة

مكاتها

اسم الأب ولقبه

اسم الأم ولقبها

الجنسية

المهنة

مقر الإقامة

الوضعية العائلية قبل الزواج (اعزب - مطلق - أرمل)

قد عقد زواجه في

الزوجة : الاسم

اللقب

تاريخ الولادة

مكاتها

اسم الأب ولقبه

اسم الأم ولقبها

الجنسية

المهنة

مقر الإقامة

الوضعية العائلية قبل الزواج (عزباء - مطلقة - أرملة)

بمقتضى عقد زواج مؤرخ في

ومضمن بدقتر العدل الأول تحت عدد

الملاحظات

في سنة

ضابط الحالة المدنية

(1) ضابط الحالة المدنية بمقتضى عقد الزواج
(2) ذكر مكان الزواج



عقد زواج

سنة
عدد الرسم

ولاية :

معمدية :

بلدية :

الدائرة البلدية :

عمادة :

الحمد لله

عملا بأحكام النصوص القانونية الضابطة للأحوال الشخصية والقوانين المتعلقة بالحالة المدنية :

نحن الصفة ضابط الحالة المدنية
في يوم من شهر سنة هجرية الموافق لليوم من شهر
سنة ميلادية ، وعلى الساعة
حضر لدينا : السيد
المولود في
وقد كان متزوجا بالسيدة *
المتوفاة في (اليوم والشهر والسنة)
وهو مفارق بمقتضى حكم طلاق صادر بتاريخ
والسيدة
المولودة في
وهي مفارقة بمقتضى حكم طلاق صادر بتاريخ* من محكمة
كانت متزوجة بالسيد المتوفي في (اليوم والشهر والسنة)
وشهد السيد المذكور أولا أنه رضي بالتزوج بالسيدة المذكورة ثانيا بعده ،
وشهدت السيدة المذكورة ثانيا بأنها وافقت على ذلك ورضيت بالتزوج به ،
وسمي لها مهر قدره
تسلمته منه بذكراها (عند عدم تسلّم المهر ذكر ذلك)
الشروط الأخرى إن وجدت :
وبعد الإطلاع على الرخصة* :
وبموجب ذلك تم العقد وانيرم بحضور الشاهدين :
السيد والسيدة
اللذين صرحا بأن الزوجين في حل من الروابط الزوجية والموانع الشرعية
وتم ترسيم هذا العقد بدفتر الزواج تحت عدد بعد تلاوته وختمه طبق الترتيب .

في سنة
ضابط الحالة المدنية

* التشطيب عند الإقتضاء .

** البينة بالنسبة لزواج الأجنب أو الترخيص بالنسبة لمن اشترط القانون موافقة رؤسائهم لإبرام الزواج ، أو بإذن المحكمة للمتزوجين دون السن القانونية .

تنبيه

- كل تدليس أو تغيير في رسوم الحالة المدنية يترتب عنه غرم الضرر علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالمجلة الجنائية = الفصل 20 من قانون الحالة المدنية .
- تكتب الرسوم بالحبر الثابت الذي لا يندثر = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يتم شكل الاسماء والالقباب = المنشورة المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تحرر التواريخ وجوبا بلسان القلم بالحروف دون الارقام = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تقادي التشطيب وعند الضرورة تجب المصادقة على كل شطب بالطرة .
- يحجر الفسخ بصلب الرسم مطلقا = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يغتم ضابط الحالة المدنية الرسم ويحجر الامضاء بالطابع = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- متى تحلى الرسم بجميع الامضاءات القانونية فان الغاءه أو اصلاحه لا يكون الا بمقتضى حكم = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- لا يتم ترسيم الولادة الا في الاجل القانوني = (الفصل 22 من قانون الحالة المدنية) أو بأذن من المحكمة بعد الاجل .
- لا يتم ترسيم الوفاة الا في الاجل القانوني = (الفصل 43 من قانون الحالة المدنية) أو بأذن من المحكمة بعد الاجل .
- الحرص على توجيه اعلام بالتنصيص بالزواج (1) أو بالطلاق (2) أو باللقب العائلي (3) أو بالوفاة (4) الى البلدية أو المعتمدية التي تمت فيها ولادة المعني بالامر :

-
- (1) الفصل 34 من قانون الحالة المدنية .
 - (2) الفصل 41 من قانون الحالة المدنية .
 - (3) الفصل 12 من القانون عدد 53 لسنة 1959 المؤرخ في 26 ماي 1959 المتعلق باللقب العائلي والمنشور عدد 66 المؤرخ في 24 سبتمبر 1965 .
 - (4) الفصل 47 من قانون الحالة المدنية .

دفتر تسجيل أحكام الطلاق

الجمهورية التونسية

- * -

تاريخ الإعلام
صدر في من المحكمة ب.....
حكم بالطلاق تحت عدد

ولاية:

- * -

بين :
الإسم
اللقب
اسم الأب
اسم الأم
تاريخ الولادة
مكان الولادة ب.....
عدد رسم الولادة سنة

بلدية:

- * -

الدائرة:

- * -

طلاق

عدد

- * -

بين :

الإسم
اللقب
اسم الأب
اسم الأم
تاريخ الولادة
مكان الولادة ب.....
عدد رسم الولادة سنة

الزوج

الزوجة

ضابط الحالة المدنية

جمهورية التونسية
وزارة الداخلية

الحالة المدنية

وصول اعلام بالتنصيص
على اللقب العائلي

ولاية :
معمدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

عدد
سنة

من صباط الحالة المدنية ب
الى السيد صباط الحالة المدنية ب او " وكيل الجمهورية ب
عملا بما جاء بالفصل 12 من قانون اللقب العائلي عدد 53 المؤرخ في 26 ماي 1959 .
ان
المولود (ة) في
عدد الرسم بدفتر سنة
وقع التنصيص برسم ولادة او زواج
على اللقب الجديد
المسند بمقتضى الامر عدد
الصادر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية عدد بتاريخ سنة

صباط الحالة المدنية

• التنصيب على العبارة الزائدة.

الحالة المدنية

وصول اعلام بالتنصيص
على اللقب العائلي

جمهورية التونسية
وزارة الداخلية

ولاية :
معمدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

عدد
سنة

من وكيل الجمهورية ب
الى السيد صباط الحالة المدنية ب
اعزكم بانه وقع التنصيص بطرة رسم ولادة او زواج
الاسم
اللقب
وذلك حسب اعلامكم عدد
المؤرخ في في سنة

صباط الحالة المدنية

يجب فصل هذه القطوعة وارجاعها الى صباط الحالة المدنية الذي ارسل الاعلام.
اكيد

اعلام بالتنصيص عدد

زواج - طلاق - وفاة (1)

ولاية :
معتدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

الى السيد وكيل الجمهورية بـ : (2)
او الى السيد ضابط الحالة المدنية بـ
عملا بما جاء بالفصول 15 - 34 - 40 - 41 - و 46 من القانون المؤرخ في غرة اوت 1957 المتعلق بتنظيم الحالة المدنية.
اتشرف باعلامكم ان :
الاسم اللقب
المولود (ة) في بـ المعتمدية الولاية
 ابرم زواجه (ها) في بـ : (3)
بالمدعوة (ة) الاسم واللقب
المولود (ة) في ب المعتمدية الولاية
 توفي في ب المعتمدية الولاية
 قد وقع انفصام عقدة الزواج المبرمة بينه (ها) وبين ب : (3)
الاسم واللقب
المولود (ة) في
بمقتضى حكم طلاق عدد مؤرخ في
صادر عن المرسم في
الطابع :
..... في
ضابط الحالة المدنية

- (1) ضع علامة بالمرجع المناسب
- (2) يوجه الى وكيل الجمهورية الاعلام التنصيص بالدفتر الموجود بكتابة المحكمة بعد التنصيص على الاعلام المذكور بالدفتر الموجود بالبلدية او المعتمدية.
- (3) ذكر مكان الزواج

الحالة المدنية

وصل اعلام بالتنصيص *

الى السيد : ضابط الحالة المدنية
ب :
لي الشرف ان اعرفكم انه وقع التنصيص على (زواج - وفاة - طلاق) (1) بطرة رسم (2)
السيد (ة) حسب اعلام عدد المؤرخ في
الطابع : في
ضابط الحالة المدنية او وكيل الجمهورية

- (1) التشطيب على الكلمتين الزائدتين
 - (2) ذكر (زواج او ولادة) حسب الاقتضاء .
- * يجب فصل هذه المقطوعة وارجاعها الى ضابط الحالة المدنية الذي ارسل الاعلام.

AVIS DE MENTION N°

Gouvernorat :

Délégation :

Commune :

Arrondis. Com. :

Secteur :

(Mariage — Divorce — Décès) (1)

A Monsieur le Procureur de la République(2) à

Ou l'Officier de l'Etat Civil à

En vertu des articles 15 - 34 - 40 - 41 - 46 de la loi du 1er août 1957 relative à l'organisation de l'Etat Civil, j'ai l'honneur de vous informer que :

Nom Prénom

Né(e) le à Délégation

Gouvernorat

a Contracté Mariage le à(3) avec

Nom Prénom

Né(e) le à Délégation

Gouvernorat

est décédé(e) à Délégation Gouvernorat

A vu son mariage contracté avec

Nom et Prénom Né(e) le à

faire l'objet d'une décision de divorce N° en date

par le tribunal de

inscrite le

....., le

Cachet

(1) Mettre une croix dans la case correspondante

(2) Cet avis est transmis au Procureur de la République pour que mention soit portée au duplicata du registre au Greffe du Tribunal après l'inscription de cette mention sur le registre tenu à la Commune ou à la Délégation.

(3) Mentionner le lieu du mariage.

Etat Civil

Réçepissé d'Avis de mention *

A Monsieur l'Officier de l'Etat Civil

à

J'ai l'honneur de vous informer que la mention (Mariage - Divorce - Décès) (1) a été portée en marge de l'acte de (2)

de Monsieur suivant votre Avis en date de

A, le

L'Officier de l'Etat Civil
ou de Procureur de la République

(1) Barrer les 2 mentions inutiles

(2) Préciser s'il s'agit de mariage ou naissance

* Ce coupon doit être détaché et renvoyé à l'Officier de l'Etat Civil qui à adressé l'Avis de mention.

شهادة حياة جماعية

ولاية :
معمدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

ان المضي اسفله، يشهد ان المسمى (ين)

تاريخ الولادة	الاسم واللقب

ابناء السيد
والسيادة
الساكن (ين) -
وسلمت له هذه الشهادة لاستعمالها عند الحاجة
في

REPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

EXTRAIT DES REGISTRES

DE L'ETAT CIVIL

Gouvernorat :

Délégation :

Commune :

Arrondis. Com. :

.....

Secteur :

CERTIFICAT DE VIE COLLECTIF

(VERSION FRANÇAISE)

Je soussigné, certifie que l(es) nommé(s)

Noms et Prénoms	Date de naissance
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Enfants de

et de

domicilies dans notre localité, sont vivants en foi de quoi, nous avons délivré le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

....., le

تنبيه

- كل تدليس أو تغيير في رسوم الحالة المدنية يترتب عنه غرم الضرر علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالمجلة الجنائية = الفصل 20 من قانون الحالة المدنية .
- تكتب الرسوم بالحبر الثابت الذي لا يندثر = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يتم شكل الاسماء والالقب = المنشورة المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تحرر التواريخ وجوبا بلسان القلم بالحروف دون الارقام = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تفادي التشطيب وعند الضرورة تجب المصادقة على كل شطب بالطرة .
- يحجر الفسخ بصلب الرسم مطلقا = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يختم ضابط الحالة المدنية الرسم ويحجر الامضاء بالطابع = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- متى تحلى الرسم بجميع الامضاءات القانونية فان الغاءه أو اصلاحه لا يكون الا بمقتضى حكم = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- لا يتم ترسيم الولادة الا في الاجل القانوني = (الفصل 22 من قانون الحالة المدنية) أو بأذن من المحكمة بعد الاجل .
- لا يتم ترسيم الوفاة الا في الاجل القانوني = (الفصل 43 من قانون الحالة المدنية) أو بأذن من المحكمة بعد الاجل .
- الحرص على توجيه اعلام بالتنصيص بالزواج (1) أو بالطلاق (2) أو باللقب العائلي (3) أو بالوفاة (4) الى البلدية أو المعتمدية التي تمت فيها ولادة المعني بالامر :

(1) الفصل 34 من قانون الحالة المدنية .

(2) الفصل 41 من قانون الحالة المدنية .

(3) الفصل 12 من القانون عدد 53 لسنة 1959 المؤرخ في 26 ماي 1959 المتعلق باللقب العائلي والمنشور عدد 66 المؤرخ في 24 سبتمبر 1965 .

(4) الفصل 47 من قانون الحالة المدنية .

تبييه

- كل تدليس أو تغيير في رسوم الحالة المدنية يترتب عنه غرم الضرر علاوة على العقوبات المنصوص عليها بالمجلة الجنائية = الفصل 20 من قانون الحالة المدنية .
- تكتب الرسوم بالحبر الثابت الذي لا يندثر = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يتم شكل الاسماء والالقب = المنشورة المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تحرر التواريخ وجوبا بلسان القلم بالحروف دون الارقام = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- تفادي التشطيب وعند الضرورة تجب المصادقة على كل شطب بالطرة .
- يحجر الفسخ بصلب الرسم مطلقا = المنشور عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- يختم ضابط الحالة المدنية الرسم ويحجر الامضاء بالطابع = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- متى تحلى الرسم بجميع الامضاءات القانونية فإن الغاءه أو اصلاحه لا يكون الا بمقتضى حكم = المنشور المشترك عدد 85 المؤرخ في 12 ديسمبر 1965 .
- لا يتم ترسيم الولادة الا في الاجل القانوني = (الفصل 22 من قانون الحالة المدنية) أو باذن من المحكمة بعد الاجل .
- لا يتم ترسيم الوفاة الا في الاجل القانوني = (الفصل 43 من قانون الحالة المدنية) أو باذن من المحكمة بعد الاجل .
- الحرص على توجيه اعلام بالتنصيص بالزواج (1) أو بالطلاق (2) أو باللقب العائلي (3) أو بالوفاة (4) الى البلدية أو المعتمدية التي تمت فيها ولادة المعني بالامر :

(1) الفصل 34 من قانون الحالة المدنية .

(2) الفصل 41 من قانون الحالة المدنية .

(3) الفصل 12 من القانون عدد 53 لسنة 1959 المؤرخ في 26 ماي 1959 المتعلق باللقب العائلي والمنشور عدد 66 المؤرخ في 24 سبتمبر 1965 .

(4) الفصل 47 من قانون الحالة المدنية .

ولاية :
معمدية :
بلدية :
الدائرة البلدية :
عمادة :

رسم وفاة

سنة
عدد الرسم

.....	الإسم اللقب
.....	تاريخ الوفاة مع بيان اليوم والشهر والسنة مكان الوفاة مع ذكر العمادة
.....	جنس المتوفى (ذكر أو أنثى)
.....	تاريخ ولادة المتوفى ومكانها جنسيته وحرفته ومقر إقامته
.....	إسم الأب ولقبه وحرفته جنسيته
.....	إسم الأم ولقبها وحرقتها جنسيتها
.....	الوضعية العائلية للمتوفى (أعزب - متزوج - مطلق - أرمل)
.....	إسم زوج المتوفى ولقب (هـ) (ها) وحرفته (ها)
.....	إسم من قام بالإعلام ولقبه وحرفته عمره ومقر إقامته
.....	إسم المعلم ولقبه وحرفته وإمضاؤه بعد تلاوة الرسم عليه أو المحكمة
.....	تاريخ الإعلام
.....	إسم ولقب ضابط الحالة المدنية وصفته وإمضاؤه
الملاحظات	
.....	

الحالة المدنية

مضمون

من دفاتر الحالة المدنية

وفاة

دفتر ترسيم الوفاة

سنة

عدد الرسم

ولاية :

معتمدية :

بلدية :

الدائرة البلدية :

عمادة :

الإسم اللقب	.....
تاريخ الوفاة مع بيان اليوم والشهر والسنة	.....
مكان الوفاة	.....
جنس التوفي (ذكر أو أنثى)	.....
تاريخ الولادة ومكانها الجنسية والمهنة	.....
إسم الأب ولقبه ومهنته جنسيته	.....
إسم الأم ولقبها ومهنتها جنسيتها	.....
الوضعية العائلية أعزب - متزوج - مطلق - أرمل اسم الزوج ولقبه (عند الإقتضاء)	.....
تاريخ الإعلام بالوفاة مع بيان اليوم والساعة	.....
إسم من قام بالإعلام ولقبه أو المحكمة	.....
إسّم ضابط الحالة المدنية ولقبه وصفته	.....
الملاحظات	
.....	
.....	
.....	
.....	

..... سنة في
ضابط الحالة المدنية

العدد الرتبي :

تنبيه : كل من يقوم بالتدليس أو إدخال تغيير في وثائق الحالة المدنية يكون عرضة
للتعنتات العدلية عملا بأحكام قوانين الحالة المدنية والمجلة الجنائية .

**EXTRAIT DES REGISTRES
DE L'ETAT CIVIL**

Gouvernorat :

Délégation :

Commune :

Arrondis. Com. :

.....

Secteur :

DÉCÈS
(VERSION FRANÇAISE)

<i>REGISTRE DES DÉCÈS</i>
Année :
Acte n° :

NOM PRENOMS	..........
Jour, mois et année du décès	..........
Lieu du décès	..........
Sexe du décédé	..........
Date et lieu de naissance nationalité, profession	...............
Nom et prénom du père nationalité, profession	...............
Nom et prénom de la mère nationalité, profession	...............
Situation familiale (célibataire, marié, divorcé, veuf) nom et prénom du conjoint	...............
Jour, date et heure de la déclaration	...............
Nom, prénom du déclarant ou Tribunal	..........
Nom, prénom, qualité et signature de l'officier de l'état civil	..........

OBSERVATIONS
.....

Pour version française certifiée conforme à l'original

....., le

L'officier de l'état civil,

<p>Nota : Tout faux, toute altération dans les actes de l'état civil donnent lieu aux poursuites judiciaires conformément aux lois réglementant l'état civil et au code pénal.</p>
--

.....
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE
.....

ORGANISATION

Décret n° 85-1484 du 7 novembre 1985, modifiant le décret n° 79-735 du 22 août 1979, portant organisation du ministère de la défense nationale.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne ;

Sur proposition du ministre de la défense nationale ;

Vu le décret n° 75-671 du 25 septembre 1975, fixant les attributions du ministre de la défense nationale ;

Vu le décret n° 79-735 du 22 août 1979, portant organisation du ministère de la défense nationale, tel que modifié et complété par le décret n° 81-545 du 25 avril 1981, et le décret n° 82-1453 du 19 novembre 1982 ;

Vu l'avis du Premier ministre, ministre de l'intérieur ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décrétons :

Article premier. — Sont abrogées les dispositions relatives au commandement des écoles et prévues aux articles 7, 4^e alinéa (nouveau), 11 bis et 11 ter du décret susvisé n° 79-735 du 22 août 1979 tel que modifié par le décret n° 81-545 du 2 avril 1981.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 7 novembre 1985

*p. Le Président de la République tunisienne
et par délégation
Le Premier ministre, ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI*

.....
MINISTERE DES FINANCES
.....

RECETTE DES FINANCES

Par arrêté du ministre des finances du 14 novembre 1985 :

Il est créé à compter du 1^{er} octobre 1985 une recette des finances à Nefza.

Ce bureau aura comme attributions principales celles d'une recette de plein exercice à l'exception de la débite des produits monopolisés.

La recette des finances de Nefza est classée à la 6^{ème} catégorie.

.....
MINISTERE DES AFFAIRES CULTURELLES
.....

FIN DE DELEGATION DE SIGNATURE

Arrêté du ministre des affaires culturelles du 13 novembre 1985, mettant fin à une délégation de signature.

Le ministre des affaires culturelles ;

Vu le décret n° 81-1 du 2 janvier 1981, portant nomination de monsieur Béchir Ben Slama, ministre des affaires culturelles ;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 75-773 du 30 octobre 1975, fixant les attributions du ministère des affaires culturelles ;

Vu le décret n° 75-774 du 30 octobre 1975, portant organisation du ministère des affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1981, autorisant madame Zina Mahjoub à signer par délégation du ministre des affaires culturelles tous documents administratifs et financiers à l'exclusion des textes à caractère réglementaire.

Arrête :

Article premier. — Il est mis fin à la délégation de signature accordée à madame Zina Mahjoub.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 25 octobre 1985 et sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 13 novembre 1985

*Le ministre des affaires culturelles
BECHIR BEN SLAMA*

VU

*Le Premier ministre,
ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI*

NOMINATION

Par arrêté du ministre des affaires culturelles du 13 novembre 1985 :

Monsieur Taoufik Bèsbes est nommé représentant de l'Etat au conseil d'administration de la société anonyme tunisienne de production et d'expansion cinématographique (SATPEC) en remplacement de monsieur Hassen Akrouf.

.....
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

COMMISSION DES CONGES DE MALADIE

Arrêté du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique du 14 novembre 1985, instituant une commission des congés de maladie ordinaire.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu le décret n° 85-265 du 15 février 1985, fixant la composition et le fonctionnement des commissions médicales des congés de maladie ordinaire ;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1985, instituant au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique une commission des congés de maladie ordinaire.

Arrête :

Article premier. — Il est institué au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à Tunis une commission des congés de maladie ordinaire prévue par l'article 2 du décret n° 85-265 du 15 février 1985 susvisé et concernant les fonctionnaires, ouvriers et agents temporaires à l'administration centrale et aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministère.

Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

Grades ou catégories	Représentant du ministre	Corps médical	Représentant du personnel
Professeur de l'enseignement supérieur, maître de conférence	Administrateur général ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Maître assistant	Administrateur général ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Assistant	Administrateur général ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Ingénieur principal, architecte principal, ingénieur informaticien, conservateur de bibliothèque ou documentaliste archiviste	Administrateur général ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Administrateur principal, ingénieur divisionnaire, architecte divisionnaire, bibliothécaire principal, documentaliste principal, archiviste principal	Administrateur général ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Administrateur, ingénieur des travaux, bibliothécaire, documentaliste, archiviste, analyste, agent temporaire catégorie A2	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Attaché d'administration, ingénieur adjoint, technicien de laboratoire, technicien supérieur, bibliothécaire adjoint, programmeur, agent temporaire catégorie A3	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Préparateur de 1 ^{re} catégorie	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Secrétaire d'administration, agent temporaire catégorie B	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Adjoint technique, adjoint technique de la statistique, aide bibliothécaire, opérateur	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.

Grades ou catégories	Représentant du ministre	Corps médical	Représentant du personnel
Préparateur de 2 ^{me} catégorie	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Commis d'administration, dactylographe, agent temporaire catégorie C	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Aide préparateur	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Agent technique, agent technique de la statistique, commis de bibliothèque, mécanographe	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Hajeb, préposé de bibliothèque, agent temporaire catégorie D	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Ouvriers des catégories I, II et III	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Ouvriers des catégories IV, V, VI et VII	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Ouvriers des catégories VIII, IX et X	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté du 17 septembre 1985 susvisé sont abrogées.

VU
Le Premier ministre,
ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI

Tunis, le 14 novembre 1985
Le ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique
ABDELLAZIZ BEN DHIA

.....
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
.....

CREATION ET TRANSFORMATION D'EMPLOIS

Décret n° 85-1485 du 14 novembre 1985, portant création et transformation d'emplois au commissariat général à la pêche, ministère de l'agriculture.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne ;

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la loi n° 79-42 du 15 août 1979, instituant le commissariat général à la pêche, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 80-37 du 2 mai 1980 ;

Vu la loi n° 84-84 du 31 décembre 1984, portant loi des finances pour la gestion 1985 ;

Vu le décret n° 80-8 du 2 janvier 1980, portant organisation du commissariat général à la pêche ;

Vu le décret n° 80-1579 du 17 décembre 1980, fixant la loi de cadres du commissariat général à la pêche ;

Vu le décret n° 84-1487 du 31 décembre 1984, portant répartition par article des crédits ouverts par la loi n° 84-84 du 31 décembre 1984, portant loi des finances pour la gestion 1985 ;

Vu l'avis du ministre des finances ;

Sur la proposition du ministre de l'agriculture.

Décrétons :

Article premier. — Sont réalisées au sein du commissariat général à la pêche les créations des emplois suivants :

A compter du 1^{er} octobre 1985 :

— ingénieur principal 5
— ingénieur des travaux de l'Etat 6
— Adjoint technique 7

Art. 2. — Sont réalisées à l'article 32 du commissariat général à la pêche les créations des emplois ci-après :

A compter du 1^{er} juillet 1985 :

Emplois d'ouvriers 10

Art. 3. — Sont réalisées les transformations des emplois ci-après :

— un ingénieur principal en un maître assistant
— un ingénieur principal en un ingénieur général
— un chef des travaux de laboratoire en un ingénieur principal.

Art. 4. — Les ministres des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 14 novembre 1985

*p. Le Président de la République tunisienne
et par délégation*

*Le Premier ministre, ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI*

COMMISSION DES CONGES DE MALADIE

Arrêté du ministre de l'agriculture du 13 novembre 1985, portant institution d'une commission des congés de maladie ordinaire.

Le ministre de l'agriculture :

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif :

Vu le décret n° 85-265 du 15 février 1985, fixant la composition et le fonctionnement des commissions médicales des congés de maladie ordinaire.

Arrête :

Article unique. — Il est institué au commissariat général à la pêche (ministère de l'agriculture) une commission des congés de maladie ordinaire à Tunis habilitée à donner son avis sur les congés de maladie ordinaire prévue par l'article 2 du décret n° 85-265 du 15 février 1985 susvisé et concernant les fonctionnaires des catégories A, B, C et D ainsi que les ouvriers et les agents temporaires affectés au commissariat général de la pêche.

Cette commission est composée ainsi qu'il suit :

Grades ou catégories	Représentant du ministre	Corps médical	Représentant du personnel
Ingénieur général, ingénieur en chef, chef de laboratoire général, chef de laboratoire en chef, chef de laboratoire, ingénieur principal, ingénieur principal d'enseignement agricole, Professeur de l'enseignement supérieur, inspecteur principal de l'enseignement agricole	Administrateur général ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative paritaire compétente.
Administrateur, attaché d'administration, attaché de direction, agent temporaire catégorie A2 et A3, ingénieur des travaux, ingénieur adjoint, ingénieur adjoint enseignant, chef de travaux de laboratoire, ingénieur des travaux enseignant, maître assistant, surveillant général de la 2 ^{me} catégorie	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative paritaire compétente.
Secrétaire d'administration, secrétaire de direction, commis d'administration, dactylographe, agent temporaire catégorie B et C, adjoint technique, adjoint technique enseignant, agent technique, agent technique enseignant, surveillant de 1 ^{re} catégorie, surveillant de 2 ^{me} catégorie.	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative paritaire compétente.
Dactylographe adjoint, hajeb, agent temporaire catégorie D	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.
Ouvriers des catégories I, II et III	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative paritaire compétente.
Ouvriers des catégories IV, V, VI et VII	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative paritaire compétente.

Grades ou catégories	Représentant du ministre	Corps médical	Représentant du personnel
Ouvriers des catégories VIII, IX et X	Administrateur ou grade équivalent	Un médecin	Un représentant du personnel à la commission administrative, paritaire compétente.

Tunis, le 13 novembre 1985

Le ministre de l'agriculture
LASSAAD BEN OSMAN

VU

Le Premier ministre,
ministre de l'intérieur
MOHAMED MZALI

.....
MINISTERE DES TRANSPORTS
.....

Rectificatif au JORT n° 77 du 1^{er} novembre 1985

Décret n° 85-1351 du 24 octobre 1985, modifiant et complétant le décret n° 81-1001 du 12 août 1981 relatif aux redevances aéronautiques.

Rétablir l'alinéa 8. nouveau comme suit :

Art. 5. —

Alinéa 8. nouveau : Tous les tarifs institués par l'article 15 sont réduits de 50 % pour l'aéroport de Tozeur-Nefta, de 30 % pendant 3 ans pour l'aéroport de Monastir-Skanès et de 40 % pendant 5 ans pour l'aéroport de Jerba-Zarzis.....

et non pendant 5 jours....

Le reste sans changement

.....
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
.....

NOMINATION

Par décret n° 85-1486 du 22 novembre 1985 :

Le Dr. Meknini Béchir, professeur en médecine, est chargé des fonctions de chef de service hospitalo-universitaire à l'hôpital Charles Nicolle (Sc. de gastro-entérologie).

avis et communications

.....
MINISTERE DES FINANCES
.....

EMPRUNT 3% 1892

± 570 coupures d'appoint de 500 millimes

— Tirage 2 juillet 1985
— Amortissement : 1er octobre 1985
± 1088 obligations de 5 dinars
24.570 à 25.070 = 501
811 à 1.397 = 587

1.088

417.120 = 1
417.125 à 417.129 = 5
417.134 à 417.144 = 11
417.153 à 417.164 = 12
417.167 = 1
417.188 à 417.202 = 15
417.208 à 417.220 = 13

417.225 à 417.232 =	8	417.711	=	1
417.239 à 417.249 =	11	417.715 à 417.716 =	2	
417.259 à 417.263 =	5	417.721	=	1
417.267	=	417.738 à 417.746 =	9	
417.277 à 417.280 =	4	417.752 à 417.756 =	5	
417.284 à 417.290 =	7	417.776 à 417.800 =	25	
417.309 à 417.310 =	2	417.810 à 417.824 =	15	
417.313 à 417.319 =	7	417.836	=	1
417.325 à 417.327 =	3	417.841	=	1
417.330	=	417.843	=	1
417.348 à 417.354 =	7	417.853 à 417.856 =	4	
417.362 à 417.368 =	7	417.859 à 417.881 =	23	
317.371	=	417.929 à 417.949 =	21	
417.376 à 417.377 =	2	417.954 à 417.957 =	4	
417.385	=	417.983 à 417.990 =	8	
417.391 à 417.397 =	7	417.995 à 417.998 =	4	
417.413 à 417.417 =	5	418.005 à 418.008 =	4	
417.419 à 417.422 =	4	418.013	=	1
417.426 à 417.431 =	6	418.016 à 418.017 =	2	
417.442 à 417.444 =	3	418.027 à 418.028 =	2	
417.451	=	418.033 à 418.048 =	16	
417.456 à 417.459 =	4	418.055 à 418.061 =	7	
417.462	=	418.068 à 418.083 =	16	
417.470 à 417.476 =	7	418.091	=	1
417.493 à 417.495 =	3	418.099	=	1
417.497 à 417.501 =	5	418.102 à 418.111 =	10	
417.514 à 417.515 =	2	418.116 à 418.120 =	5	
417.520 à 417.521 =	2	422.211 à 422.217 =	7	
417.529 à 417.533 =	5	422.220 à 422.226 =	7	
417.550 à 417.555 =	6	422.228 à 422.229 =	2	
417.557	=	422.234 à 422.238 =	5	
417.559 à 417.560 =	2	422.241 à 422.244 =	4	
417.562 à 417.564 =	3	422.252 à 422.267 =	16	
417.573 à 417.575 =	3	422.274 à 422.284 =	11	
417.582	=	422.303 à 422.312 =	10	
417.584 à 417.600 =	17	422.319 à 422.322 =	4	
417.606 à 417.607 =	2	422.335 à 422.337 =	3	
417.610 à 417.628 =	19	422.339 à 422.346 =	8	
417.647 à 417.648 =	2	422.348 à 422.353 =	6	
417.650 à 417.651 =	2	422.363 à 422.365 =	3	
417.655 à 417.659 =	5	422.369 à 422.374 =	6	
417.665 à 417.666 =	2	422.377 à 422.384 =	9	
417.669 à 417.672 =	4	423.494 à 423.500 =	7	
417.680	=	423.508 à 423.509 =	2	
417.682 à 417.683 =	2	423.513	=	1
417.690 à 417.705 =	16	423.516	=	1

Pour la légalisation de la signature : le président de la municipalité

Copie conforme : le président-directeur général de l'I.O.R.T.

Journal Officiel de la République Tunisienne

Bihebdomadaire

Composé et tiré sur les presses de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Pour les abonnements et achats au numéro s'adresser :

au siège de l' I. O. R. T. :

avenue Farhat Hached — Radès

Téléphones : 299.914

299.224

au bureau de Tunis :

1, rue Hannon

Téléphone : 349.637

Edition originale :

0,225 dinar

Traduction française :

0,300 dinar

ABONNEMENT ANNUEL

PAYS	EDITION originale	TRADUCTION française	EDITION ORIGINALE et sa traduction
	(Dinars)	(Dinars)	(Dinars)
Tunisie, Algérie, Maroc.....	12	14,500	19,500
Autres pays	16,500	19,500	25

* Pour l'étranger, frais d'envoi en sus

Les achats s'effectuent exclusivement au comptant, par chèque
ou virement bancaire à l'ordre de :

**Imprimerie Officielle
de la République Tunisienne**

C. C. P. N° 610-15 à Tunis

S. T. B. Tunis 57-608/8

Arab Tunisian Bank 20 1102 0709 25

B. N. T. Tunis 006 046 w

U. I. B. Agence A 35 00 70 10 0/4

Banque du Sud - Radès 09 40 47 00 103/9

Banque du Sud - Liberte 02 40 47 00 199/7